

CAPFUN : Camping Le Merle Roux – Régularisation 31 hébergements

Annexe n° 8.2.3 : Arrêté émettant un avis favorable au dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau pour la gestion des eaux usées n°07-2015-00164 [07/01/2016, DDT07-Service Environnement]



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction départementale
des territoires

Service environnement

Pôle eau

ARRETE PREFECTORAL N° 2016-007-DDTSE01

**PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
relatives aux conditions d'exploitation du système d'assainissement non collectif
situé sur la commune de BAIX au lieu dit « Le Chapelet »
et autorisant le rejet des eaux épurées dans
le ravin « Le Roux », affluent de la rivière « La Payre »**

**Camping « Domaine le Merle Roux »
Société FRANLOC
Dossier n°07-2015-00164**

Le Préfet de l'Ardèche,

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU le code de l'environnement et notamment son livre II,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieur à 1,2 kg/j de DBO₅,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 novembre 2015

VU l'arrêté préfectoral n°SGAD/MAI/2015191/1 du 10 juillet 2015 portant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires de l'Ardèche,

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/DIR/01102015/01 du 01 octobre 2015 portant subdélégation de signature,

VU la demande d'avis envoyée au service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes Barrés et Coiron en date du 6 novembre 2015 sur le projet d'assainissement présenté par Monsieur Jean-Luc CANGELOSI,

CONSIDERANT le dossier de déclaration concernant l'assainissement du camping « Le Merle Roux » au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 30 octobre 2015, présenté par son représentant légal Monsieur Jean-Luc CANGELOSI, enregistré sous le n°07-2015-00164, et relatif à une station d'épuration située au quartier «Le Chapelet» sur la commune de BAIX,

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidence,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques.

CONSIDERANT la réponse de Monsieur Jean-Luc CANGELOSI au projet d'arrêté de prescriptions spécifiques en date du 23 décembre 2015,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préciser, pour cette station d'épuration les prescriptions imposées par l'arrêté du 21 juillet 2015 précité,

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires de l'Ardèche,

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'ARRETE

Article 1^{er} : définitions

« Capacité nominale de traitement » : la charge journalière maximale de DBO₅ admissible en station de traitement.

« Débit de référence » : débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti.

« Maître d'ouvrage » : le propriétaire de l'ensemble du système d'assainissement comportant les ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

« Situations inhabituelles » : toute situation se rapportant à l'une des catégories suivantes :

- fortes pluies, telles que mentionnées à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales.
- opérations programmées de maintenance réalisées dans les conditions prévues à l'article 11, préalablement portées à la connaissance du service en charge du contrôle.
- circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnements non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

Article 2 : objet de l'arrêté

L'arrêté concerne les conditions d'exploitation du système d'assainissement constitué :

A) de la station de traitement des eaux usées implantée sur le territoire de la commune de BAIX, parcelle n° 11 section AO.

Cette installation sera composée de :

1. un débitmètre électromagnétique,
2. un débourbeur pour le piégeage des matières solides
3. un dégraisseur aéré,
4. deux cuves tampon pour la régulation du débit et l'homogénéisation des effluents,
5. deux lignes de biodisques,
6. un clarificateur lamellaire permettant la séparation des eaux traitées et des boues,
7. une cuve de stockage des boues.

Ces équipements seront complétés par un filtre à sable vertical drainé étanche de 200 m² composé de 4 réseaux alimentés alternativement par bâchée.

La capacité nominale de traitement de la station de traitement est de 61,2 kg/j de DBO₅, correspondant à 1020 équivalents habitants (EH).

Le débit de référence de la station de traitement est de 153 m³/j.

Coordonnées Lambert 93 de la station : X = 837788 ; Y = 6 402 011

Coordonnées Lambert 93 des filtres étanches : X = 837818 ; Y = 6 402 014

Coordonnées Lambert 93 du point de rejet : X = 837837 ; Y = 6 402 073

B) du système de collecte afférent situé à l'intérieur du camping « Le Merle Roux », ce réseau est entièrement séparatif et comporte un poste de relevage situé sur la partie basse du camping équipé de 2 pompes de relevage.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1. > à 600 kg de DBO ₅ : autorisation 2. > à 12 kg de DBO ₅ , ≤ à 600 kg de DBO ₅ : déclaration	déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015

Titre II : REGLES D'IMPLANTATION ET DE CONCEPTION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Article 3 : règles générales de conception des systèmes d'assainissement

Les ouvrages (dont le poste de relevage) sont conçus et implantés de façon à ce que leur fonctionnement et leur entretien minimisent l'émission d'odeurs, le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Article 4 : règles spécifiques applicables au système de collecte

Les réseaux, ainsi que le poste de relevage, sont entretenus et aménagés de manière à éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées au milieu récepteur, hors situations inhabituelles visées à l'article 1^{er}.

Les ouvrages de rejet en rivière sont aménagés de manière à éviter l'érosion du fond et des berges, ne pas faire obstacle à l'écoulement de ses eaux, ne pas y créer de zone de sédimentation ou de colmatage et favoriser la dilution du rejet. Ces rejets sont effectués dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées.

Article 5 : règles spécifiques applicables à la station de traitement des eaux usées

L'ensemble des ouvrages de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture, sauf dans le cas d'une installation enterrée dont les accès sont sécurisés, et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

Avant sa mise en service, la station de traitement des eaux usées fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

Titre III : REGLES D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN DES SYSTEMES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Article 6 : règles générales

Les systèmes de collecte et les stations de traitement des eaux usées sont exploités et entretenus de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement.

Le maître d'ouvrage doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté. À cet effet, le maître d'ouvrage tient à jour un **registre** mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement et une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes.

Les personnes en charge de l'exploitation ont, au préalable, reçu une formation adéquate leur permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

Toutes dispositions sont prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour les personnes ayant accès aux ouvrages et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Article 7 : diagnostic du système d'assainissement

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels.

Article 8 : raccordement d'eaux usées non domestiques au réseau de collecte

Ne sont pas déversés dans le système de collecte :

- les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement.
- les déchets solides (lingettes, couches, sacs plastiques...), y compris après broyage.
- les matières de vidange, y compris celles issues des installations d'assainissement non collectif.

Article 9 : performances à atteindre

Le traitement des eaux usées doit au minimum permettre d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles décrites à l'article 1^{er}, les rendements ou les concentrations suivants :

Paramètre	Concentration maximale à respecter, moyenne journalière	Rendement minimum à atteindre, moyenne journalière	Concentration rédhibitoire, moyenne journalière
DBO ₅	25 mg(O ₂)/l	70 %	70 mg(O ₂)/l
DCO	125 mg(O ₂)/l	75 %	250 mg(O ₂)/l
MES	35 mg(O ₂)/l	90 %	85 mg/l

Les valeurs du tableau se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté.

Article 10 : gestion des déchets du système d'assainissement

Les boues issues du traitement des eaux usées sont gérées conformément à la réglementation en vigueur.

Les ouvrages de stockage de boues sont conçus et implantés de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage (olfactives, sonores et visuelles) et des risques sanitaires.

Les matières de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage sont gérés conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur. Les documents justificatifs correspondants sont tenus à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station.

Article 11 : opérations d'entretien et de maintenance

Le site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Le maître d'ouvrage informe le service en charge du contrôle au minimum un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau

réceptrices de ces déversements.

Le préfet peut, si nécessaire, dans les quinze jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

Titre IV : SURVEILLANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Article 12 : dispositions générales relatives à l'organisation de l'autosurveillance et au dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

I. – Responsabilités du maître d'ouvrage

En application de l'article L. 214-8 du code de l'environnement et des articles R. 2224-15 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage doit mettre en place une surveillance du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

II. – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées met en place les aménagements et équipements adaptés pour obtenir les informations d'autosurveillance suivantes :

1) en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées sur la file eau :

- mesure des caractéristiques des eaux usées (paramètres mentionnés au chapitre III du présent article) en entrée et en sortie (1) (2) (3)
- mesure du débit en entrée ou en sortie

(1) Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé.

(2) Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes ($4^{\circ} \pm 2$) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

(3) L'appareillage de prélèvement en sortie de station est installé en sortie du clarificateur à l'amont hydraulique des filtres à sable.

2) déversoirs en tête de station et by-pass vers le milieu récepteur en cours de traitement :

- L'installation ne comporte pas d'équipement de by pass.

3) relatives aux boues issues du traitement des eaux usées :

- boues évacuées : quantité brute (1), quantité de matières sèches (2), et destination(s) (3)

(1) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.

(2) La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute.

(3) Les informations relatives à la destination finale des boues sont transmises pour chaque année civile et par destination.

4) relatives aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées (refus de dégrillage, matières de dessablage, huiles et graisses) :

- nature, quantité des déchets évacués et leur(s) destination(s)

5) relatives à la consommation de réactifs et d'énergie :

- consommation d'énergie

- quantité de réactifs consommés sur la file eau et sur la file boue

III. – Paramètres à mesurer et fréquence des mesures

1) paramètres à surveiller a minima et fréquences minimales des mesures associées, en vue de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de traitement :

- Nombre de bilans 24 h : deux par an (1) dont 1 bilan au minimum pendant la période de 1/07 au 31/08
- Nombre de passages sur la station : fréquence indiquée dans le programme d'exploitation (2)

(1) Les bilans 24H sont réalisés pour les paramètres suivants : pH, débit, T°, MES, DBO₅, DCO, NH₄⁺, NTK, NO₂⁻, NO₃⁻, Ptot.

(2) Par passage sur la station, l'arrêté entend le passage d'un agent compétent qui effectuera les actions préconisées dans le programme d'exploitation et remplira le cahier de vie. Ce passage s'accompagne, si nécessaire, de la réalisation de tests simplifiés sur les eaux usées traitées en sortie de station.

2) paramètres et fréquences des mesures à réaliser sur les boues issues du traitement des eaux usées :

- quantité en tonne de matières sèches de boues produites : 1 fois/an dans le cadre de l'autosurveillance et du bilan annuel de fonctionnement.
- mesure de la siccité des boues pour déterminer la quantité de matières sèches : le maître d'ouvrage fait procéder à des mesures de siccité des boues à chaque extraction afin de pouvoir déterminer la quantité annuelle de matières sèches évacuée.

Le programme annuel d'autosurveillance consiste en un calendrier prévisionnel de réalisation des mesures. Il est adressé par le maître d'ouvrage avant le 1^{er} décembre de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge du contrôle pour acceptation, et à l'agence de l'eau.

Article 13 : transmission des données relatives à l'autosurveillance

Comme le prévoit l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales et en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage du système d'assainissement transmet les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N dans le courant du mois N + 1 au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau concernés. Cette transmission concerne l'ensemble des informations et résultats d'autosurveillance obtenus en application de l'article 12,

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Dès la mise en service de l'application informatique VERSEAU, le maître d'ouvrage transmet ces données via cette application accessible à une adresse disponible auprès du service en charge du contrôle. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prévues au premier alinéa du présent article.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté ou par le préfet, l'information du service en charge du contrôle est immédiate et accompagnée de

commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 14 : production documentaire

1. Cahier de vie du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement rédige et tient à jour un cahier de vie.

Le cahier de vie, compartimenté en trois sections, comprend a minima les éléments suivants :

Pour la section « description, exploitation et gestion du système d'assainissement » :

- un plan et une description du système d'assainissement,
- un programme d'exploitation sur dix ans du système d'assainissement.
- l'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

Pour la section « organisation de la surveillance du système d'assainissement » :

- les modalités de mise en place de l'autosurveillance.
- les règles de transmission des données d'autosurveillance.
- la liste des points équipés ou aménagés pour l'autosurveillance et le matériel utilisé.
- les méthodes utilisées pour le suivi ponctuel régulier.
- l'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

Pour la section « suivi du système d'assainissement » :

- l'ensemble des actes datés effectués sur le système d'assainissement.
- les informations et résultats d'autosurveillance obtenus en application de l'article 12.
- la liste des événements majeurs survenus sur le système d'assainissement (panne, situation exceptionnelle...).
- une synthèse annuelle du fonctionnement du système d'assainissement.
- une synthèse des alertes dans le cadre du protocole prévu à l'article 13.
- les documents justifiant de la destination des boues.

Ce cahier de vie devra être envoyé au service en charge du contrôle **avant le 31 juillet 2017**. Un modèle sera proposé au maître d'ouvrage par le service en charge du contrôle. Le cahier de vie et ses éventuelles mises à jour sont transmis pour information au service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes Barrés et Coiron et à l'agence de l'eau.

2. Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage adresse, avant le 1^{er} mars de chaque année, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, le bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

Titre V : EVALUATION DE LA CONFORMITE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT ET CONTROLES

Article 15 : contrôle annuel de la conformité du système d'assainissement par le service en charge du contrôle

Le service de police de l'eau est en charge du contrôle du système d'assainissement avec la collaboration du service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes Barrés et Coiron.

La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées est établie par le service en charge du contrôle avant le 1^{er} juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Le service en charge du contrôle informe le maître d'ouvrage, le service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes Barrés et Coiron et l'agence de l'eau, chaque année avant le 1^{er} juin, de la situation de conformité ou de non-conformité des systèmes de collecte et des stations de traitement des eaux usées qui les concernent.

En cas de non-conformité de tout ou partie du système d'assainissement, le maître d'ouvrage fait parvenir au service en charge du contrôle l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

Article 16 : contrôles sur site

Le service en charge du contrôle peut, selon les modalités prévues aux articles L. 2224-8 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, L. 1331-1-1 du code de la santé publique et dans l'arrêté du 27 avril 2012 (relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif) ou des articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement, contrôler le respect des prescriptions du présent arrêté et notamment des valeurs limites approuvées ou fixées par l'autorité administrative. Un double de l'échantillon prélevé est remis à l'exploitant immédiatement après le prélèvement. En cas d'expertise contradictoire, l'exploitant a la charge d'établir que l'échantillon qui lui a été remis a été conservé et analysé dans des conditions garantissant la représentativité des résultats.

Titre VI : DISPOSITIONS GENERALES

Article 17 : modification des ouvrages

Les ouvrages doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration et aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 18 : modifications des prescriptions

La modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L. 214-3.

Le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 19 : changement de bénéficiaire

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 20 : cessation d'exploitation

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation de l'ouvrage fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

Article 21 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 22 : autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 23 : notification, publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire par courrier.

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de la commune de BAIX et le dossier mis à la disposition du public pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Ardèche durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 24 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lyon territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 25 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

Le maire de la commune de BAIX,

Le directeur départemental des Territoires de l'Ardèche,

Le président de la communauté de communes Barrés et Coiron, responsable du service public d'assainissement non collectif,

Le commandant du groupement de gendarmerie,

Le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, au président du conseil départemental de l'Ardèche, à l'agence régionale de la santé – délégation territoriale du département de l'Ardèche.

Privas, le - 7 JAN. 2016

Pour le Préfet de l'Ardèche

Le Responsable du Pôle Eau

Nathalie LANDAIS